



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1232
29 décembre 1998

ORIGINAL : FRANÇAIS

LETTRE DATÉE DU 29 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU
TOGO AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Sur instructions de M. Kokou Joseph Koffigoh, Ministre d'État chargé des affaires étrangères et de la coopération du Togo, assurant la présidence de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), j'ai l'honneur de porter à votre attention le texte du Communiqué final adopté au terme de la Réunion extraordinaire du Comité des Six de la CEDEAO sur la Sierra Leone, qui s'est tenue à Abidjan le 28 décembre 1998.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Roland Y. KPOTSRA

ANNEXE

Communiqué final adopté au terme de la Réunion extraordinaire
du Comité des Cinq de la Communauté économique des États de
l'Afrique de l'Ouest sur la Sierra Leone, tenue à Abidjan
le 28 décembre 1998

1. Les ministres des affaires étrangères du Comité des Cinq sur la Sierra Leone et le Ministre d'État chargé des affaires étrangères du Togo, assurant la présidence en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), se sont réunis en session extraordinaire le 28 décembre 1998 à Abidjan en vue d'examiner les récents développements de la situation en Sierra Leone.

2. Étaient présents à cette réunion les membres du Comité ci-après :

- République de Côte d'Ivoire;
- République du Ghana;
- République de Guinée;
- République du Libéria;
- République fédérale du Nigéria;
- République togolaise;
- Burkina Faso, en tant que Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA);
- Le Secrétaire exécutif de la CEDEAO.

3. Étaient également présents à la réunion en qualité d'observateurs :

- La République de Sierra Leone, représentée par son ministre des affaires étrangères;
- Le commandant des forces du Groupe de surveillance de la CEDEAO (ECOMOG);
- Le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies et représentant de la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone (MONUSIL);
- Le représentant du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
- L'Envoyé spécial du Président des États-Unis d'Amérique au Libéria;
- Le représentant du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

/...

4. À la séance d'ouverture, la Réunion a entendu les discours du Ministre d'État chargé des affaires étrangères de la République de Côte d'Ivoire, du Ministre d'État chargé des affaires étrangères de la République togolaise et du Secrétaire exécutif de la CEDEAO.

5. Les différents intervenants ont salué l'initiative conjointe du général Abdulsalami Abubakar, chef de l'État, commandant en chef des Forces armées du Nigéria et du général Gnassingbé Eyadema, Président en exercice de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, Président de la République togolaise de convoquer cette session extraordinaire du Comité des Cinq sur la Sierra Leone. Ils ont mis l'accent sur la nécessité de trouver une solution rapide à la situation préoccupante qui prévaut actuellement en Sierra Leone, due principalement à la reprise des combats par les éléments de la junte et du Front révolutionnaire uni (RUF). Ils ont souligné que tous les États membres de la CEDEAO ainsi que la communauté internationale doivent se sentir gravement préoccupés par cette nouvelle situation qui, si elle n'est pas maîtrisée à temps, risque d'embraser toute la sous-région et de remettre en cause les efforts en faveur du développement des États membres de la CEDEAO.

6. La Réunion a également entendu un message de soutien du Secrétaire général de l'OUA au Comité des Cinq et pris note des rapports présentés par le commandant des forces de l'ECOMOG, le Ministre des affaires étrangères de la Sierra Leone, l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies, le représentant de la MONUSIL, le représentant du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Envoyé spécial du Président des États-Unis d'Amérique.

7. Ces rapports ont informé la Réunion sur le renforcement des rebelles (Conseil révolutionnaire des forces armées (AFRC) et RUF) aussi bien en hommes qu'en équipements nouveaux, violant l'embargo sur les armes, permettant à ces forces une plus grande mobilité sur le terrain. Le commandant des forces de l'ECOMOG et le Ministre des affaires étrangères de la République de Sierra Leone ont fait état du soutien militaire qu'apporterait le Libéria aux activités de la rébellion. Le Ministre des affaires étrangères du Libéria a démenti toute implication de son pays dans le conflit sierra-léonais et a demandé l'ouverture d'une enquête internationale pour faire toute la lumière sur ces accusations.

8. La réunion a été également informée de la présence de mercenaires étrangers aux côtés des rebelles, en violation de toutes les lois internationales.

9. Après délibération, le Comité a décidé de reprendre ses activités suspendues depuis la restauration de la légalité constitutionnelle en Sierra Leone, le 10 mars 1998. Il a également décidé que le Togo soit d'office membre du Comité qui devient le Comité des Six sous la présidence du Togo pour la durée de son mandat.

10. En outre, le Comité des Six sur la Sierra Leone :

a) Lance un appel à la rébellion (AFRC et RUF) de cesser immédiatement les combats, de déposer les armes et de reconnaître le Gouvernement du Président Ahmad Tejan Kabbah comme seul Gouvernement légitime de Sierra Leone;

/...

b) Exprime son soutien total au Gouvernement légitime de la Sierra Leone et à tous les efforts qu'il déploie en vue de restaurer la paix et la stabilité en Sierra Leone;

c) Invite le Conseil de sécurité à réaffirmer son soutien au Gouvernement légitime de la Sierra Leone et au respect strict par la communauté internationale de ses résolutions sur la Sierra Leone;

d) Exhorte la communauté internationale à faire comprendre clairement aux rebelles que leurs actions sont vouées à l'échec et qu'ils ne seront jamais reconnus comme pouvoir légitime en Sierra Leone;

e) Félicite le Ghana, la Guinée et le Nigéria qui ont envoyé des troupes en Sierra Leone dans le cadre de l'ECOMOG;

f) Lance un appel à tous les pays de la CEDEAO qui ont promis des troupes à l'ECOMOG en Sierra Leone de les y envoyer immédiatement;

g) Demande à l'ONU, à l'OUA, à l'Union européenne et au Groupe de contact sur la Sierra Leone de diligenter l'octroi de moyens logistiques à l'ECOMOG, notamment les moyens de transport, de communication pour une meilleure mobilité et une plus grande efficacité des forces de l'ECOMOG;

h) Exprime sa vive préoccupation face à l'agression dont est victime la République de Sierra Leone et condamne fermement les activités des pays qui apportent une assistance aux rebelles en Sierra Leone, en violation des décisions de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO et du Conseil de sécurité;

i) Condamne la présence des mercenaires en Sierra Leone et exige leur retrait immédiat de la Sierra Leone, de la sous-région et de l'Afrique en général;

j) Condamne fermement les atrocités, principalement les mutilations que commet la rébellion contre la population sierra-léonaise;

k) Recommande au Président en exercice de la CEDEAO d'entreprendre des initiatives en vue d'un authentique et réel rapprochement entre les chefs d'État de Sierra Leone et du Libéria pour créer les meilleures conditions d'une confiance partagée et réciproque au service de la stabilité dans la sous-région;

l) Décide de reprendre pleinement ses activités et de déployer tous les efforts en vue de ramener le dialogue tel que prévu par les Accords d'Abidjan et le Plan de paix de Conakry entre le Gouvernement et les rebelles;

m) Demande aux rebelles de cesser immédiatement les hostilités, de participer au dialogue et de saisir la proposition d'amnistie qui leur est offerte par le Gouvernement sierra-léonais;

n) Exprime ses vives félicitations et son soutien à l'ECOMOG pour sa bravoure et sa vaillance malgré les difficiles conditions dans lesquelles elle opère.

/...

11. Le Comité demande à tous les pays membres de la CEDEAO et à la communauté internationale de n'apporter aucun soutien à la rébellion.

12. La réunion exprime ses remerciements et sa profonde gratitude au Président Henri Konan Bedie, au Gouvernement et au peuple ivoiriens pour l'accueil chaleureux qui leur a été réservé et pour les facilités mises à sa disposition pour assurer le succès de ses travaux.
